



## VIDEO. Pourquoi les formations en apprentissage décollent-elles enfin en France ?

**EDUCATION** La ministre du Travail a annoncé ce mardi une hausse de 16 % en 2019 du nombre de jeunes entrés en apprentissage

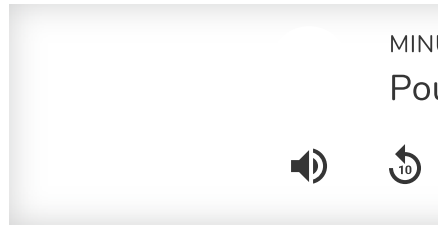
Delphine Bancaud |  Publié le 04/02/20 à 19h51 — Mis à jour le 05/02/20 à 16h43



Des apprentis en boucherie. — Martin Bureau/AFP

- En 2019, ce sont 50.000 jeunes de plus qu'en 2018 qui sont entrés en apprentissage.
- Un boom dû, selon Muriel Pénicaud, à [la réforme de la formation professionnelle \(https://www.20minutes.fr/economie/2704295-20200127-apprentissage-l-etat-fait-le-menage-dans-le-maquis-des-aides\)](https://www.20minutes.fr/economie/2704295-20200127-apprentissage-l-etat-fait-le-menage-dans-le-maquis-des-aides) de septembre 2018.
- Mais aussi à la mobilisation des régions et à l'amélioration de la conjoncture sur le front de l'emploi.

Toujours promise, jamais obtenue, la relance de l'apprentissage est-elle en train de devenir une réalité ? Sous François Hollande, l'exécutif n'a pas réussi à porter le nombre d'apprentis à 500.000 (<https://www.20minutes.fr/societe/2148135-20171012-comment-transformer-france-eldorado-apprentissage>) à l'issue de son quinquennat. Mais le gouvernement d'Edouard Philippe est persuadé d'y parvenir.



Car le vent est porteur, comme l'a souligné ce mardi la ministre du Travail, [Muriel Pénicaud](https://www.20minutes.fr/politique/muriel-penicaud/), lors d'une conférence de presse. « Le nombre de jeunes entrés en apprentissage a progressé de 16 % en 2019. Soit 50.000 apprentis de plus. C'est une croissance jamais vue en France ». Fin 2019, il y avait ainsi 485.800 apprentis, contre 437.000 un an plus tôt. Et ce boom profite à toutes les régions, l'apprentissage progressant dans 96 départements sur 100. Plusieurs secteurs d'activité s'en félicitent : le nombre d'apprentis a ainsi progressé de 13 % dans le BTP et de 11 % dans l'industrie.

### La mobilisation des régions a payé

Un boom dû, selon Muriel Pénicaud, à [la réforme de la formation professionnelle](https://www.20minutes.fr/economie/2704295-20200127-apprentissage-l-etat-fait-le-menage-dans-le-maquis-des-aides) de septembre 2018, qui « a levé les freins administratifs, réglementaires et financiers qui bridaient inutilement l'apprentissage ». L'entrée en CFA a été assouplie pour les jeunes (limite d'âge repoussée de 26 à 30 ans et possibilité d'entrer en cours d'année). « Cela a permis à des jeunes de se reconverter », note l'économiste Bertrand Martinot. Les conditions d'emploi des apprentis ont été améliorées (aide de 500 euros pour passer le permis de conduire, notamment), tout en étant rendues plus flexibles (dérogation de la durée de travail des mineurs, fin du recours obligatoire aux prud'hommes en cas de rupture du contrat). Ce qui a pu jouer sur l'attractivité des formations en alternance.

Les CFA peuvent aussi désormais ouvrir plus simplement, sans autorisation des régions. D'ailleurs, on compte déjà 554 projets de nouveaux CFA, dont 200 sont déjà réalisés.

Mais selon Bertrand Martinot, spécialiste de l'emploi et directeur du conseil en formation chez Siaci Saint-Honoré, ces bons chiffres de [l'apprentissage](https://www.20minutes.fr/dossier/apprentissage) (<https://www.20minutes.fr/dossier/apprentissage>) traduisent surtout l'effort des régions dans ce dossier : « les exécutifs régionaux, qui étaient à la manœuvre sur l'apprentissage jusqu'à fin 2019, ont mis des moyens pour le développer et ont mobilisé les fédérations professionnelles et les missions locales ».

Un avis logiquement soutenu par l'association Régions de France, qui a dénoncé ce mardi « les mensonges » de la ministre du Travail qui, selon elle, s'approprie les bons résultats de l'apprentissage. « La croissance à deux chiffres dont se prévaut à longueur d'interviews Madame Pénicaud, ce sont les régions qui en sont à l'origine ! », souligne l'organisation dans un communiqué, rappelant avoir « financé l'apprentissage à hauteur de 9 milliards d'euros sur les cinq dernières années ».

## Un changement de regard salvateur

Autre facteur à prendre en compte : l'amélioration de la conjoncture sur le front de l'emploi : « Cela fait trois ans que l'apprentissage progresse, car certaines entreprises qui éprouvent des difficultés à embaucher, utilisent l'apprentissage comme stratégie de pré-recrutement », observe Bertrand Martinot.

Pour la ministre, l'image de l'apprentissage serait aussi en train de changer dans l'imaginaire collectif. « En France, on pensait que l'apprentissage était la voie de l'échec. Il est désormais reconnu comme une voie royale vers l'emploi », assure-t-elle. Pour booster l'image de ce type de formations, le ministère du Travail a mis le paquet en lançant il y a deux ans une websérie de 25 épisodes qui donne la parole à 25 apprentis, intitulée [#DémarreTaStory](https://www.alternance.emploi.gouv.fr/portail_alternance/jcms/leader_9411/-demarretastory-une-campagne-de-mise-en-valeur-de-l-apprentissage). ([https://www.alternance.emploi.gouv.fr/portail\\_alternance/jcms/leader\\_9411/-demarretastory-une-campagne-de-mise-en-valeur-de-l-apprentissage](https://www.alternance.emploi.gouv.fr/portail_alternance/jcms/leader_9411/-demarretastory-une-campagne-de-mise-en-valeur-de-l-apprentissage))

## La partie n'est pas encore gagnée

Dans ce concert de bonnes notes, quelques bémols se font cependant jour. Car l'augmentation de l'apprentissage est plus importante chez les étudiants que pour leurs camarades moins qualifiés. Or, c'étaient eux, la cible initiale de ce mode de formation. « Cela est dû au fait que les jeunes de 3e [sont davantage orientés vers les lycées professionnels](https://www.20minutes.fr/economie/2210831-20180130-vraiment-siderant-reforme-apprentissage-vraiment-efficace) (<https://www.20minutes.fr/economie/2210831-20180130-vraiment-siderant-reforme-apprentissage-vraiment-efficace>) qu'en formation de niveau 3 (CAP, BEP) en apprentissage. Et que les ruptures de contrats sont plus importantes à ce niveau », analyse Bertrand Martinot. Mais Muriel Pénicaud croit que la situation est en train de changer et que l'apprentissage « redémarre dans le secondaire (CAP – bac pro) », avec une hausse de 8 % des effectifs en 2019.

Muriel Pénicaud a encore aussi plusieurs challenges à relever sur ce dossier : « nous voulons davantage mettre en rapport l'offre et la demande, en créant une plateforme proposant des offres de contrats d'apprentissage, qui soit accessible de Parcoursup et Affelnet. Autre défi : améliorer la part des filles dans certaines formations en alternance et l'accueil de jeunes en situation de handicap en leur sein », indique-t-elle.

### ÉCONOMIE

**Emploi des jeunes: des mesures prises en faveur de l'apprentissage**

### SOCIÉTÉ

**Comment transformer la France en eldorado de l'apprentissage?**

**AILLEURS SUR LE WEB**

Contenus Sponsorisés